

jusqu'au moment où nous prendrons notre retraite.

En outre, le député de Red-Deer (M. Thompson) nous demande quels sont nos autres plans. A mon avis, un des problèmes qu'il faut résoudre, c'est la question de la rénovation urbaine en suivant un programme approprié. Voilà qui intéresse tous les députés. La circonscription du député d'York-Scarborough (M. McGee) s'étend sur une superficie qui, au temps de mon enfance, se composait de terres arables et où habitent maintenant 250,000 personnes. Il faut collaborer avec les provinces. Il faut établir un plan. Nous voulons qu'on nous donne la possibilité de présenter cette sorte de mesure. Nous tenons à faire adopter les mesures législatives qui figurent au *Feuilleton*....

L'hon. M. Fleming: Et beaucoup d'autres encore.

Le très hon. M. Diefenbaker: ...et, comme vient de le dire le ministre de la Justice, beaucoup d'autres encore. Vous nous direz: «Et que ferez-vous donc?» Que pourrions-nous faire d'autre, vous demanderai-je, que d'invoquer la clôture? Or, je n'y recourrai jamais parce que je me souviens de la façon dont l'opposition officielle a fait autrefois souffrir le Parlement. Si nos mains sont liées, elles ne le sont pas par les deux autres partis, mais par l'opposition officielle. C'est elle qui est la responsable. Ah, ils peuvent bien sourire! Le chef de l'opposition ricane...

L'hon. M. Pearson: Non, il sourit.

Le très hon. M. Diefenbaker: ...Mais, il sait tout de même qui retarde l'adoption des mesures législatives. Que le Parlement en soit juge! Ce sont eux qui retardent tout. Nous vous exposons nos vues sur la défense.

Une voix: Lesquelles?

Le très hon. M. Diefenbaker: Nous allons présenter le nouveau budget des dépenses—il est prêt—d'ici deux semaines.

L'hon. M. Nowlan: Une semaine.

Le très hon. M. Diefenbaker: D'ici une semaine.

L'hon. M. Nowlan: Il est prêt aujourd'hui, mais dans une langue seulement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Nous allons présenter un budget d'ici quatre semaines environ, oui, d'ici quatre semaines, je pense.

L'hon. M. Nowlan: D'ici la fin février, ou même avant.

Le très hon. M. Diefenbaker: D'ici la fin février. J'ai pensé que l'opposition voulait avoir un budget. Or, elle n'en veut pas, monsieur l'Orateur. L'opposition a peur de ce qu'il contiendra. (*Exclamations.*)

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Elle n'en veut pas. Ah, les membres de l'opposition s'adresseront au peuple. Savez-vous ce qu'ils ont cru que j'allais faire? Ils ont pensé que je recommanderais la dissolution du Parlement, pour qu'ils puissent dire: On nous a refusé un budget, on nous a refusé l'occasion d'adopter des mesures législatives, on nous a refusé tout cela. Maintenant, je rejette tout cela sur eux.

Je puis comprendre leur sentiment. Ils ont, je crois, des remords de conscience à cause de ce qui est arrivé à l'économie canadienne. Ils craignent ce que renfermera le budget, et ils nous lancent des défis pour les mêmes vieilles raisons, et dans les mêmes termes usés, le même vocabulaire qu'ils ont employé quand nous étions au pouvoir depuis quelques semaines tout au plus. Ils ne veulent pas de budget. Ils ont avancé l'idée qu'il faudrait recourir aux mandats du Gouverneur général, et non à un bill de subsides. Nous leur donnons une chance de nous empêcher de saisir la Chambre du reste de notre programme législatif, en plus de ce qui figure déjà au *Feuilleton*, dont toutes les régions du pays ont besoin.

Le chef de l'opposition a cité Cromwell, ou plutôt il l'a mal cité. Je dirais, en employant les paroles mêmes de Cromwell: Faites quelque chose pour assurer au Canada des mesures législatives que nous ferons adopter avec votre aide et que nous ne pouvons faire adopter si vous ne collaborez pas.

L'hon. M. Pearson: Qui a dit cela?

Une voix: Cromwell n'avait jamais entendu parler du Canada.

L'hon. M. Pearson: Jimmy Cromwell.

Le très hon. M. Diefenbaker: Voulez-vous faire obstacle à notre programme? Vous le voulez certainement. Voulez-vous empêcher la présentation d'un budget? Ils veulent nous empêcher, monsieur l'Orateur, de faire adopter la loi sur l'Office national de développement économique, et ils y ont réussi. Nous sommes au pouvoir depuis cinq ans, et toutes les régions du pays se sont développées comme jamais, sous aucun gouvernement précédent, au cours d'une même période de temps. Nous voulons faire adopter la loi sur l'Office national de développement économique. A l'étape où en est ce bill, à quoi peut-il servir? Que sommes-nous censés faire? Ils nous disent: «Pourquoi ne vous organisiez-vous pas? Comment peut-on organiser l'étude de quelque chose que l'opposition fait tout en son pouvoir pour empêcher? C'est l'attitude que l'opposition a prise.